faire face aux problèmes particuliers des pays insulaires en développement,

Rappelant la résolution 98 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 31 mai 1976¹⁶⁰, dans laquelle une série de mesures spéciales et une action spécifique, respectivement en faveur des pays en développement les moins avancés et en faveur des pays en développement sans littoral et insulaires, ont été recommandées,

Rappelant également sa résolution 31/156 du 21 décembre 1976, par laquelle elle a demandé au Secrétaire général de présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de l'action spécifique en faveur des pays insulaires en développement,

Rappelant en outre la résolution 2126 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 4 août 1977, par laquelle le Conseil a recommandé que l'Assemblée générale, à sa trente-deuxième session, procède à un examen complet du rapport d'activité du Secrétaire général en vue d'appeler encore davantage l'attention sur la nécessité d'une action spécifique en faveur des pays insulaires en développement,

Consciente que les obstacles particuliers qui entravent le développement économique de nombreux pays insulaires en développement, notamment les difficultés que leur posent les transports et les communications, la distance qui les sépare des centres commerciaux, la faible ampleur de leur économie et de leurs marchés, les faibles ressources dont ils disposent et le fait que leurs recettes en devises dépendent lourdement d'un petit nombre de produits de base, exigent que les gouvernements et les organismes des Nations Unies y prêtent une attention suivie,

Convaincue qu'en plus des mesures générales applicables à tous les pays en développement une action spécifique en faveur des pays insulaires en développement est nécessaire pour faire face à ces obstacles particuliers,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de l'action spécifique en faveur des pays insulaires en développement¹⁶¹ et se félicite des mesures qui y sont décrites;

2. *Se félicite*, en particulier, des activités entreprises par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, y compris la création d'un service de son secrétariat chargé des problèmes des pays en développement les moins avancés et des pays en développement sans littoral et insulaires;

3. *Se félicite également* des progrès réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans l'exécution de son programme d'assistance technique spécial en faveur des pays insulaires en développement;

4. *Prie instamment* tous les organismes des Nations Unies de continuer à définir et à appliquer, dans leurs domaines de compétence respectifs, une action spécifique appropriée en faveur des pays insulaires en

développement, conformément aux recommandations formulées dans la résolution 98 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en particulier celles qui ont trait aux transports et aux communications, au commerce et aux politiques commerciales, à l'industrialisation, au tourisme, au transfert de technologie, à la mise en valeur des ressources marines et sous-marines, à l'apport de ressources extérieures, à la protection de l'environnement et aux mesures à prendre en cas de cataclysme;

5. *Prie en outre instamment* les organismes des Nations Unies intéressés, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement et les commissions régionales, de prêter attention aux programmes de coopération régionale et sous-régionale en ce qui concerne les pays insulaires en développement;

6. *Demande* aux gouvernements, en particulier à ceux des pays développés, de tenir pleinement compte des problèmes particuliers aux pays insulaires en développement dans leurs efforts de développement bilatéraux et régionaux et dans les négociations visant à la réalisation des objectifs du nouvel ordre économique international;

7. *Décide* de suivre tous les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution et prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-quatrième session, une analyse par secteur des mesures prises en faveur des pays insulaires en développement et de nouvelles propositions à étudier, en tenant compte de l'examen que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement fera de cette question à sa cinquième session.

107^e séance plénière
19 décembre 1977

32/186. Assistance à Antigua, à la Dominique, à Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent

L'Assemblée générale,

Rappelant sa décision 32/413 du 28 novembre 1977, par laquelle elle a reporté à sa trente-troisième session l'examen de la question d'Antigua, de la Dominique, de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent¹⁶²,

Consciente des problèmes particuliers auxquels se heurtent Antigua, la Dominique, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent du fait de leurs dimensions territoriales, de leur situation géographique et de leurs ressources économiques limitées, ainsi que des graves effets sur leur économie des récents problèmes économiques et financiers internationaux,

Ayant à l'esprit que ces territoires ont besoin de l'attention et de l'assistance continues de l'Organisation des Nations Unies pour que leurs peuples atteignent leurs objectifs de développement,

Rappelant également sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisa-

¹⁶⁰ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.II.D.10), première partie, sect. A.

¹⁶¹ A/32/126 et Add.1.

¹⁶² Voir sect. X.B.6.

tion des Nations Unies relatives à ces territoires et à ces peuples,

Notant les mesures prises par les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que par les organes régionaux, en particulier la Communauté et le Marché commun des Antilles, pour apporter à ces pays une assistance économique, financière et technique, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de l'action spécifique en faveur des pays insulaires en développement¹⁶³,

Rappelant que la question d'Antigua, de la Dominique, de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent est actuellement examinée au sein des organes appropriés et compétents de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Souligne* qu'il faut d'urgence fournir aux peuples d'Antigua, de la Dominique, de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent toute l'assistance dont ils ont besoin dans leurs efforts visant à renforcer leur économie nationale et invite le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à prendre, en consultation avec les représentants librement élus des peuples de ces territoires, les mesures adéquates pour instituer et financer un programme approprié de développement des territoires.

2. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, y compris en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions financières internationales et les donateurs d'assistance d'intensifier dans leurs domaines de compétence respectifs, leur aide aux peuples de ces territoires.

107^e séance plénière
19 décembre 1977

32/187. Problèmes d'endettement des pays en développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974 et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975,

Rappelant sa résolution 31/158 du 21 décembre 1976, relative aux problèmes d'endettement des pays en développement,

Rappelant également la résolution 94 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 31 mai 1976¹⁶⁴,

Notant qu'aucune mesure concrète n'a été prise en application des résolutions susmentionnées et que la dette extérieure croissante des pays en développement, qui se monte à près de 200 milliards de dollars et résulte d'une baisse des recettes d'exportation, de l'accroissement des coûts d'importation et de l'insuffisance de l'aide fournie à des conditions de faveur, grève lourdement leurs ressources limitées en devises,

Préoccupée par le fait que de nombreux pays en développement ont de très grandes difficultés à assurer

le service de leur dette extérieure et ne sont pas en mesure de poursuivre ou d'entreprendre d'importants projets de développement, que le profil de croissance des pays en développement les plus gravement touchés, les moins avancés, sans littoral ou insulaires pendant la première moitié de la décennie en cours a été très insatisfaisant et que leur revenu par habitant n'a guère progressé,

Considérant que des mesures substantielles d'allègement de la dette en faveur des pays en développement sont essentielles et permettraient l'injection d'un volume significatif de ressources non liées dont de nombreux pays en développement ont un besoin urgent,

Reconnaissant que les facilités de soutien de la balance des paiements ont été insuffisantes et que les apports d'aide publique au développement sont restés stationnaires,

Convaincue qu'il importe d'accroître substantiellement et rapidement les apports nets de capitaux, en particulier sous forme d'aide publique au développement, aux pays en développement, en particulier aux pays les plus gravement touchés, les moins avancés, sans littoral ou insulaires,

Consciente que la majorité des pays en développement n'ont pas suffisamment accès aux marchés internationaux des capitaux et que, en toute hypothèse, les prêts accordés sur ces marchés sont assortis de taux d'intérêt élevés et de courtes échéances,

Regrettant que la plupart des pays développés ne se soient pas encore montrés disposés à contribuer à résoudre les difficultés immédiates des pays en développement souffrant des effets d'un lourd endettement ou à envisager la question de la dette dans la perspective du développement et non dans celle du commerce,

Notant que le Programme d'action spéciale d'un milliard de dollars offert par les pays développés donateurs à la Conférence sur la coopération économique internationale¹⁶⁵ couvrira moins d'un tiers des paiements annuels des pays en développement les plus gravement touchés et les moins avancés au titre du service de la dette et que les pays développés donateurs n'ont pas encore pris de mesures concrètes pour mettre en œuvre ledit programme,

1. *Se félicite* de l'adoption de l'ordre du jour provisoire de la partie de la neuvième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement devant se tenir au niveau ministériel¹⁶⁶, qui prévoit l'examen de propositions visant à la solution immédiate des problèmes d'endettement des pays en développement;

2. *Demande* au Conseil du commerce et du développement de prendre, à sa session ministérielle, des décisions satisfaisantes sur :

a) L'allègement généralisé par les pays développés de la dette publique de pays en développement, en particulier des pays les plus gravement touchés, les moins avancés, sans littoral ou insulaires, dans le contexte de l'appel lancé en faveur de l'accroissement

¹⁶³ A/32/126 et Add.1.

¹⁶⁴ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.II.D.10), première partie, sect. A.

¹⁶⁵ Voir A/31/478/Add.1 et Add.1/Corr.1, chap. III, sect. F.

¹⁶⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément n° 15 (A/32/15)*, vol. II, deuxième partie, annexe II.